

**Chapitre 2 :  
Introduction théorique : agents et activités économiques.**

Ce deuxième chapitre aura comme objectif de présenter les différentes composantes de l'activité économique. Pour présenter l'activité économique, nous utiliserons l'outil de la comptabilité nationale qui décrit l'évolution des agrégats et fournit une projection des principaux agrégats macroéconomiques. Nous nous intéresserons de près aux activités des agents économiques, également appelés les unités institutionnelles de la comptabilité nationale. Nous donnerons une représentation globale de l'économie sous forme d'un circuit économique qui schématisera toutes les relations entre ces agents économiques.

Ainsi, ce deuxième chapitre répondra aux questions suivantes :

- Qu'est-ce qu'un agent économique ?
- Quelles sont les caractéristiques spécifiques à chaque agent économique ?
- Quelles sont les principales activités économiques ?
- Quels sont les liens et les interdépendances entre ces agents ?

***Section 1 : Activités économiques***

Les activités économiques représentent l'ensemble des actions que doit accomplir l'homme pour produire des biens et des services afin de satisfaire ses besoins. L'activité économique consiste à produire, distribuer, échanger et consommer des produits et services.

***1.1 Activité de production***

La production est une activité fondamentale par excellence de l'économie, puisque c'est à partir de cette activité que l'homme peut relever le défi des ressources limitées et lutter contre le problème économique, la rareté. La production est l'activité humaine qui génère de richesses supplémentaires, valeurs ajoutées, additionnelles à celle générée par la nature, ressources naturelles. L'activité de production est rendue possible par une autre activité économique qualifiée de moteur de l'économie qui est l'activité d'investissement. Ces deux activités se complètent pour fructifier la richesse des nations.

***1.1.1 Définition de la production***

La production est l'activité économique socialement organisée consistant à créer des biens et des services s'échangeant habituellement sur un marché. Des biens et des services obtenus à partir des facteurs de production (travail et capital) s'échangeant sur un marché.

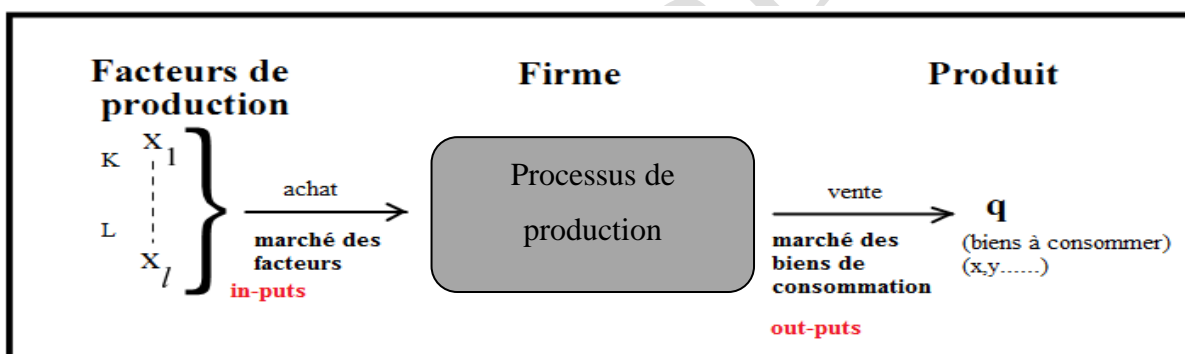
Selon la comptabilité nationale : la production est une Activité exercée sous le contrôle et la responsabilité d'une unité institutionnelle qui combine des ressources en main-d'œuvre, capital et biens et services pour fabriquer des biens ou fournir des services, et résultat de cette activité.

Dans le langage courant, la production est le processus consistant à créer, cultiver, fabriquer ou améliorer des biens et des services.

**Le producteur :** (personne morale, entreprise, firme, société, ou chef d'entreprise), est une structure économique et sociale et juridique qui regroupe des moyens humains, matériels, immatériels (services) et financiers, qui sont combinés de manière organisée pour fournir des biens ou des services à des clients sur le marché.

On peut représenter l'activité de production et le fonctionnement de la firme comme dans la figure suivante :

**Figure 2 : Schématisation de l'activité de la firme**



Source : établie par nos soins.

Dans la comptabilité nationale, à part les ménages, tous les autres agents économiques (sociétés, administration et organisme financier) sont considérés comme des producteurs dans l'économie.

**Production et productivité :** si la production mesure la quantité physique produite, la productivité, c'est un indicateur de performance qui mesure l'efficacité ou la rapidité des facteurs de production. Par exemple, du nombre de biens produits par unité de facteur de production (comme la main-d'œuvre, les machines et le capital, le temps)

### ***1.1.2\_ Objectif et rôle de producteur***

L'objectif final du producteur est de maximiser son profit, devenir riche. Ce profit dépend des quantités de facteurs de production qu'il transforme pour obtenir les quantités de produits, non pas pour lui-même, qu'il vendra par la suite sur le marché.

Le rôle principal du producteur dans l'économie est de produire des biens et des services pour satisfaire les besoins des autres agents économiques notamment ceux des consommateurs. Son rôle secondaire est l'exploitation des opportunités et des richesses nationales, ressources naturelles et population active...

### ***1.1.3\_Types de production***

La production peut être classée en plusieurs typologies :

#### ***1.1.3.1\_Production marchande et non marchande***

**Production marchande** : Biens et services vendus à un prix supérieur au coût de production (Grandchande, M. 2012, P.66). Une production réalisée généralement par une entreprise commerciale privée, dans un but lucratif ou commercial, le producteur vise à réaliser des bénéfices pour s'enrichir

**Production non marchande**, Services gratuits ou quasi-gratuits (prix inférieur au coût de production) généralement produits par les administrations publiques.

Généralement, il s'agit d'un service, mais il peut être un bien (ex. vaccin) notamment dans les pays à tendance socialiste. En Algérie, le pain et le lait sont considérés comme des biens non marchands, puisque le prix de leur vente est inférieur aux coûts de production, des produits subventionnés.

Les administrations publiques satisfont des besoins collectifs de sécurité, de justice, de santé, d'enseignement, de recherche (Biales, M. & Goffin, R.1981. P.25).

Les administrations privées fournissent des services collectifs à leurs adhérents (associations culturelles et sportives, les associations humanitaires, les syndicats).

#### ***1.1.3.2\_Production matérielle et immatérielle***

**La Production matérielle** comprend tous les biens qui se transportent, se stockent et sont plus ou moins durables.

**La Production immatérielle** comprend les services, qui ne durent pas et ne se stockent pas.

### **1.1.3.3\_Production finie et semi-finie**

Le produit fini est prêt à la consommation directement sans transformation, alors que la production semi-finie n'est pas encore prête à la consommation, elle doit encore subir des modifications avant de pouvoir être consommée ou commercialisée.

### **1.1.4\_Mesure de la production**

#### **1.1.4.1\_Par la valeur ajoutée**

C'est une mesure à l'échelle individuelle c.-à-d., au niveau microéconomique au sein de la comptabilité d'un agent économique.

La valeur ajoutée est la richesse créée par un seul agent économique, une entreprise ou une administration.

Nous obtiendrons la valeur ajoutée par la relation suivante :

La valeur ajoutée VA = production vendue ou stockée – consommations intermédiaires.

-> Valeur ajoutée = production – CI

La production vendue est mesurée par les quantités vendues multipliées par le prix (la production vendue correspondant au **chiffre d'affaires**).

Chiffre d'affaires (CA) : valeur marchande de la production

CA = prix × production vendue (en unité monétaire)

(Par opposition à la production en volume exprimée par ex. en tonnes)

La consommation intermédiaire représente les achats de biens et services auprès des fournisseurs de l'entreprise (matières premières, fournitures, services, énergie) nécessaires à la production.

#### **1.1.4.2\_Par le produit intérieur brut PIB**

C'est une mesure à l'échelle globale c.-à-d., au niveau macroéconomique au sein de la comptabilité nationale d'une économie, généralement pour un pays (ex. Algérie).

Le PIB, produit intérieur brut, est un agrégat macroéconomique qui mesure de la richesse créée, pendant une année, sur le territoire national par tous les agents résidents, entreprises nationales ou étrangères, administrations (Moutoussé, M. & Chamblay, D. 2011. P.14). Autrement dit, le PIB mesure la valeur de tous les biens et services d'un pays, produits

en un an. Il est souvent utilisé en économie pour comparer le rendement économique des pays.

Le PIB mesure la croissance économique d'un pays. Nous utilisons aussi le taux de croissance pour mesurer l'évolution de la production sur une période donnée. Le PIB donne une indication sur la puissance économique et la richesse d'un pays. En 2016, le PIB algérien baisse à 156,1 alors qu'il a été à 214 milliards USD en 2014, une décroissance économique. L'économie algérienne se situe au 54e rang mondial et 4<sup>e</sup> en Afrique derrière le Nigeria, l'Égypte et l'Afrique du Sud.

Calcul de PIB : Les économistes calculent le PIB soit par la dépense ou par les revenus. La première mesure toutes les dépenses faites par le pays, la seconde mesure tous les revenus du pays.

Il y a trois méthodes pour calculer le PIB qui devraient, théoriquement, toutes donner le même résultat :

**Approche production : Par la valeur ajoutée.** Cette méthode de calcul du PIB est basée sur la valeur ajoutée. Elle est surtout utilisée lorsqu'on veut étudier le PIB par secteur ou par industrie. Il suffit de prendre en compte la valeur ajoutée à chacune des étapes de la transformation d'un produit.  $PIB = \text{somme des valeurs ajoutées de tous les agents économiques.}$

Techniquement, nous devons intégrer l'action de l'intervention de l'État, les taxes et subventions, les taxes que ces produits rapporteront.

**Approche demande : Par les dépenses.** C'est la méthode la plus populaire.

Le PIB correspond à la somme des dépenses des particuliers, des entreprises et des gouvernements et (Exportations-Importations)

**Approche revenu : Par les revenus.** Ce calcul de PIB correspond à la somme des revenus des particuliers, des entreprises et des gouvernements.

**Tableau 2 : méthodes de calcul de PIB**

Par la valeur ajoutée	Par les dépenses	Par les revenus
Valeur ajoutée + Taxe sur Valeur Ajoutée + Droits de douane - subventions	Consommation finale + Formation brute de capital fixe + Variation des stocks + Acquisitions moins cessions d'objets de valeur + Exportations - Importations	Rémunération des salariés + autres impôts sur la production - autres subventions sur la production + excédent d'exploitation / revenu mixte + impôts sur les produits - subventions sur les produits

Source : réalisé par nos soins

**Le produit national brut** mesure la production nationale, des agents nationaux :

$$\text{PNB} = \text{PIB} - \text{revenus versés au reste du monde (RDM)} + \text{revenus reçus du RDM}$$

**Distinction entre le PIB réel et le PIB nominal** : le PIB réel est calculé au prix fixe (prix de l'année de base) les variations de PIB réel sont dues aux variations de quantité de biens produits, alors que le PIB nominal est mesuré par les prix courants (de chaque année).

Dans le calcul de PIB une partie de la production n'est pas prise en compte ou est sous-évaluée comme :

- L'exclusion du travail domestique,
- L'exclusion du travail bénévole,
- L'économie souterraine ou plus communément appelée travail au noir,
- La production non marchande de l'État est souvent sous-évaluée.

Ajouter à cela que le PIB ne prend pas en compte certains coûts liés aux externalités, comme la dégradation de l'environnement.

### ***1.1.5 Facteurs de production***

On appelle facteurs de production tous les biens et services utilisés (entrants ou inputs) dans le processus de production d'un autre bien.

En plus des biens d'investissement, tous les autres biens et services qui entrent dans la production sont des facteurs de production. La valeur des biens et services transformés ou détruits au cours du processus de production est enregistrée dans la consommation intermédiaire. L'usure des actifs fixes (biens d'investissement) mis en œuvre est enregistrée dans la consommation de capital fixe.

Facteurs de Production = facteurs créateurs de valeur.

### **1.1.5.1\_Types de facteurs de production**

Adam Smith (fondateur de l'école classique) retenait, dans *la Richesse des Nations*, trois facteurs de production : le terrain (T), le capital (K) et le travail (L). Aujourd'hui, au lieu de parler de facteur Terre, nous préférons utiliser la notion de ressources naturelles qui englobe les richesses prélevées de la nature.

On distingue généralement 3 facteurs de production : les ressources naturelles, le travail et le capital.

Ce que signifient, **Ressources naturelles (T) et Travail (L)** est assez évident, mais le **Capital (K)** peut constituer un concept nouveau.

Au sens le plus large, le **travail** correspond à toutes activités humaines (physique ou intellectuel) de production de biens et de services. Le **travail** est l'activité rémunérée par un salaire qui permet la production de biens et services. C'est un facteur de production essentiel dans l'économie. Il est essentiellement fourni par des employés en échange d'un salaire. Le processus d'entrée et de sortie d'emploi se fait par le marché du travail.

Le **capital (ou capacité de production)** est l'ensemble des facteurs qui sont eux-mêmes produits, ce sont des machines, tracteur, bâtiments, outils...

**Capital financier** est utilisé pour désigner l'argent (moyens financiers) utilisé pour démarrer ou faire tourner une affaire.

**Capital physique** ou bien du capital pour désigner les facteurs de production qui sont eux-mêmes des biens produits, produits semi-finis (immobilier, matériels de production, biens durables, etc.), le capital physique s'accroît avec l'investissement, sans investissement, il décroît au fil du temps (selon un taux de dépréciation du capital, amortissements)

Aujourd'hui le Capital (K) correspond au stock accumulé de biens ou de richesses que l'on utilise pour produire de nouveaux biens ou revenus.

**Le capital technique** désigne l'ensemble des biens de production et des biens d'équipements qui permettent de produire. Le capital technique se compose du capital fixe et du capital circulant.

**Le capital fixe** désigne l'ensemble des biens (machines, outils, bâtiments, matériels de transport) qui sont utilisés pendant plusieurs cycles de production. Par convention, nous classons dans le capital fixe tous les biens dont la durée de vie est supérieure à un an. L'achat de capital fixe correspond à un investissement, formation de capital fixe.

**Le capital circulant** est constitué de l'ensemble des biens et services qui sont utilisés pendant un cycle de production (matières premières, énergie, fournitures, services aux entreprises). Le capital circulant est le terme utilisé pour désigner les consommations intermédiaires.

#### ***1.1.5.2\_Caractéristiques des facteurs de production***

**La divisibilité**, la possibilité d'utiliser aussi petite quantité que l'on souhaite.

**L'adaptabilité** (ou complémentarité), la possibilité d'associer à une quantité d'un facteur donné, un nombre variable d'unités d'un autre. Une combinaison de plusieurs facteurs de production s'appelle la technique de production.

**La substituabilité**, nous pouvons remplacer une certaine quantité d'un facteur par une certaine quantité d'un autre, à niveau de production égale.

On peut distinguer les différents facteurs de production selon plusieurs critères.

- Selon la provenance des facteurs utilisés, nous distinguons entre les matières premières (directement extraits de la nature ; du bois, du charbon, de l'eau) et les consommations intermédiaires (produits d'une autre firme ; du papier, de l'acier).

- Une seconde distinction peut être introduite en considérant les possibilités de modification des quantités utilisées des différents facteurs pendant la période de temps étudiée.

Si l'on ne peut changer la quantité d'un facteur alors il est un facteur fixe. Si la quantité utilisée peut être modifiée, alors il s'agit d'un facteur variable.

#### ***1.2\_Activité d'investissement***

Il est inimaginable de traiter en économie l'activité de production sans aborder l'investissement. Ces deux activités essentielles de l'économie sont des activités complémentaires. L'investissement est une condition préalable à la production, sans les investissements, il n'y aura pas de production. La production n'est que la phase d'exploitation de l'investissement.

L'investissement est une opération économique fondamentale, car elle est déterminante pour la création des richesses. Elle constitue un des principaux moteurs économiques et elle permet l'amélioration des techniques de production et le développement du progrès technique. Elle est une puissante source d'emplois et de revenus.



### **1.2.1\_Définition**

L'investissement représente tout sacrifice de ressources fait aujourd'hui dans l'espoir d'obtenir dans le futur des résultats dans le temps, mais d'un montant total supérieur à la dépense initiale, des bénéfices.

Pour la comptabilité nationale, l'investissement est l'acquisition de biens de production. L'investissement prend la forme de dépenses intermédiaires (consommations intermédiaires). Dépense immédiate en vue de recettes futures. Des biens durables acquis afin d'être utilisés pendant au moins un an dans le processus de production.

### **1.2.2\_Types d'investissement**

Les investissements peuvent être classés par plusieurs typologies selon plusieurs critères :

#### **1.2.2.1\_Selon leur nature**

Deux types se distinguent ; investissement matériel et immatériel :

**Investissement matériel** ne mesure que des achats de biens matériels par l'entreprise.

**Investissement immatériel** comprend les dépenses en services qui permettent d'accroître la productivité. Les investissements dits immatériels (recherche et développement, formation, logiciels), dépenses de savoir (recherche), savoir-faire (formation), savoir organiser (méthode & logiciels) et de faire savoir (publicité et études de marché).

#### **1.2.2.2\_Selon le plan comptable général.**

Il propose de classer les immobilisations en trois catégories (corporelles, incorporelles et financières) (Grandchande, M. 2012. P.91).

**Investissement corporel (matériel) :** Infrastructure routière, ferroviaire, maritime, Terrain, Bâtiment, construction, Équipement industriel, installation technique, machine

**Investissement incorporel (immatériel) :** Concession, Brevet, licence, marque déposée, procédé, Fonds commercial...

**Investissement financier** : c'est un investissement de placement ou de portefeuille dans des titres financiers : achat de titre financier de participation (action<sup>1</sup>), Titre financier de créance (obligation<sup>2</sup>), Prêt à long terme... Réaliser des revenus grâce au taux d'intérêt.

### *1.2.2.3\_Selon l'objectif,*

Il existe trois types d'investissement :

**Investissement de remplacement** comprend toutes les dépenses liées au renouvellement du capital usé ou jugé obsolète.

**Investissement d'expansion ou de capacité**, il s'agit d'accroissement de la capacité de production de l'entreprise,

**Investissement de productivité ou modernisation** permet de produire à un coût unitaire plus faible. L'Investissement de modernisation comporte des innovations technologiques permettant notamment de produire avec une meilleure qualité ou en proposant de nouvelles caractéristiques.

Un investissement peut se retrouver dans plusieurs de ces catégories dans la mesure où une même machine peut accroître les capacités de production, être plus productive et intégrer des innovations (modernisation).

### *1.2.2.4\_Selon la comptabilité nationale*

**Investissements productifs** : il s'agit de l'ensemble des investissements en capital fixe des entreprises, hors logement.

La formation brute de capital fixe (FBCF) est obtenue en ajoutant à ce dernier l'acquisition de logements par les ménages et la constitution d'équipements collectifs par les administrations publiques.

**Investissement improductif** : un Investissement sans objectif direct de maintien, de hausse ou d'amélioration de la production. Nous retrouvons dans cette catégorie :

- Les investissements sociaux : ils permettent d'augmenter la satisfaction des salariés (exemple : machine à café)

---

<sup>1</sup> L'action : un titre financier (ou valeur mobilière) représentatif d'un droit de propriété sur une société.

<sup>2</sup> L'obligation : un titre financier représentatif d'un droit sur la dette à long terme d'une entreprise. C'est un titre de créance.

- Les investissements de sécurité : ils permettent d'être en conformité avec la législation et d'éviter les accidents
- Les frais de recherche et développement.
- Cette catégorie d'investissement improductif, contrairement aux autres, ne peut faire l'objet d'un calcul de rentabilité. D'autres critères seront utilisés comme la satisfaction du personnel.

### ***1.2.3\_Caractéristiques d'un projet d'investissement***

**Capital investi** : Il s'agit de la trésorerie investie par l'entreprise dans le projet. En général, l'investissement exige des dépenses phénoménales.

**Durée de vie** : l'investissement est une activité à long terme, La connaissance de la durée de vie de l'investissement est indispensable pour évaluer les gains attendus. Nous retenons la durée pendant laquelle le projet génère des flux de trésorerie positifs.

Il engage l'entreprise à moyen et long terme et souvent de façon irréversible.

**Valeur résiduelle** (Investissement brut et Investissement net)

On parle d'Investissement brut quand la valeur comprend l'investissement neuf, la valeur des investissements (ex. équipements) lors de leur achat par l'entreprise au prix de neuf.

Le calcul de l'Investissement net s'obtient par différence entre la valeur des investissements (ex. équipements) en fin de période et valeur résiduelle en début de période. Il représente l'investissement brut moins l'amortissement. La valeur résiduelle correspond à l'investissement net. Ainsi, la valeur résiduelle représente le prix de revente de l'investissement à la fin du projet. Cette revente permet le plus souvent de dégager une plus-value dans la mesure où l'immobilisation est généralement totalement amortie.

**Rentabilité** (également appelée, retour sur investissement): investir revient à engager de l'argent dans un projet, en renonçant à une consommation immédiate ou à un autre investissement (coût d'opportunité) et en acceptant un certain risque, pour accroître ses revenus futurs. Généralement, nous comparons le taux de rentabilité de l'investissement avec le taux d'intérêt applicable par la banque.

**Risque** : le long moment entre la prise de décision d'investir et la récolte des fruits plusieurs risques guettent l'investisseur. Les résultats attendus sont des variables aléatoires qui dépendent de variables internes et externes au projet. Les variables externes constituent

le contexte ou l'environnement du projet. Ces variables peuvent jouer négativement sur l'avenir et la rentabilité de projet.

#### ***1.2.4 Déterminants de l'investissement***

Par déterminants de l'investissement nous sous-entendons les raisons ou les causes qui poussent l'entrepreneur à investir. Les éléments sur lesquels dépend la décision d'investir.

Il existe plusieurs raisons d'investir donc plusieurs déterminants, en particulier les débouchés ou demandes anticipées, le coût relatif du capital et du travail, le taux de profit ou rentabilité escomptée. Ces motivations différentes conduisent à des types d'investissement différents et sont liés à des contraintes de capacités de production et de financement, notamment de niveau de taux d'intérêt et d'endettement.

##### ***1.2.4.1 Demande effective***

Les investisseurs sont très sensibles à la quantité de la demande future de leurs produits. Là, nous parlons des débouchés futurs. Une notion formulée par John Maynard Keynes qui étudie la commercialisation de la production sur le marché ; la demande joue le rôle de la motivation d'investir. La demande est constituée de la consommation des ménages, de l'investissement des administrations publiques et des exportations.

La relation établie est la suivante : Demande future prévue augmente => (encouragé) investissement des entreprises augmente. Demande future prévue baisse => (découragé) investissement des entreprises baisse.

##### ***1.2.4.2 Niveau des profits***

Les investisseurs sont aussi sensibles au niveau de bénéfice attendu ou espéré des futurs projets d'investissement. L'investisseur pose en permanence cette question « vaut-il la peine d'investir ? » il faut que l'investissement soit rentable pour l'entreprise qui prend le risque. La recherche du profit est donc aussi un argument poussant l'entrepreneur à investir. Plus le profit attendu est fort plus l'entreprise investie, une sorte d'encouragement. Le contraire est juste, profits ou rentabilité faible, investissement découragé.

##### ***1.2.4.3 Taux d'intérêt***

Le taux d'intérêt est lié à la question du financement de l'investissement, donc du niveau du taux d'intérêt et à celle du taux d'endettement de l'entreprise. Il détermine l'arbitrage des investisseurs entre investir et épargne (non investir). En fait, l'investisseur

compare le taux de rentabilité de son projet avec le taux d'intérêt bancaire. À chaque fois, le taux d'intérêt des crédits bancaires augmente, l'investisseur investit de moins en moins (le contraire est juste). Puisque ses profits serviront principalement à payer les intérêts de ses crédits de financement de son projet. À chaque fois, le taux d'intérêt des dépôts bancaires augmente, l'investisseur investira de moins en moins (le contraire est juste). Puisqu'il peut gagner autant d'argent s'il place son argent liquide (capital financier) directement dans la banque et évitera le risque de la faillite de son investissement. En résumant, nous pouvons dire que l'intérêt élevé décourage l'investissement.

#### ***1.2.4.3\_Taux d'utilisation des capacités de production***

Le rapport entre la production actuelle de l'entreprise et la production potentielle (capacité de production) est très significatif dans le choix d'investir. En effet, si la capacité de production est totalement utilisée, elle ne permet pas à l'entreprise de répondre à l'augmentation de demande. Plus le taux d'utilisation est proche de 100%, plus l'entreprise est incitée à investir davantage.

### ***1.3\_Activite de consommation***

La consommation ou la satisfaction des besoins humains constitue l'objectif ultime de la lutte de l'économie contre le problème de la rareté. L'humain crée de la richesse pour satisfaire ses besoins soit immédiatement par la consommation ou plus tard en épargnant, en faisant des réserves. Ainsi, les deux activités de consommations et d'épargne sont des activités concurrentielles dans le partage de revenu des ménages.

#### ***1.3.1\_Définition de la consommation***

La consommation est l'opération économique consistant à acquérir des biens et des services destinés à être détruits immédiatement ou progressivement à travers leur utilisation (DROUIN, J.C. 1999. P.81). C'est une activité qui consiste à utiliser les biens et les services par un agent économique, généralement le consommateur, pour satisfaire ses propres besoins. Cette utilisation provoque la destruction immédiate (biens non durables) ou progressive (biens durables) des éléments consommés.

Si la production est créatrice de richesses, la consommation, au contraire, est destructrice de richesse. Deux activités opposées. La quantité consommée est appelée, la demande.

### 1.3.2 Formes de consommation

#### 1.3.2.1 Consommation finale et intermédiaire

La consommation n'est pas uniquement le fait de consommateur, comme nous pensons généralement, mais également d'autres agents économiques en particulier le producteur.

La consommation finale désigne les acquisitions des ménages visant à satisfaire directement leurs propres besoins.

La consommation intermédiaire (productive) lorsque le bien ou le service considéré disparaît (transformé) dans le processus de production comme l'énergie et les matières premières.

#### 1.3.2.2 Consommation marchande et non marchande.

Elle concerne la consommation finale des ménages selon la prévenance de produit.

La consommation marchande se traduit par l'achat de biens et de service sur le marché, la demande marchande sur le marché.

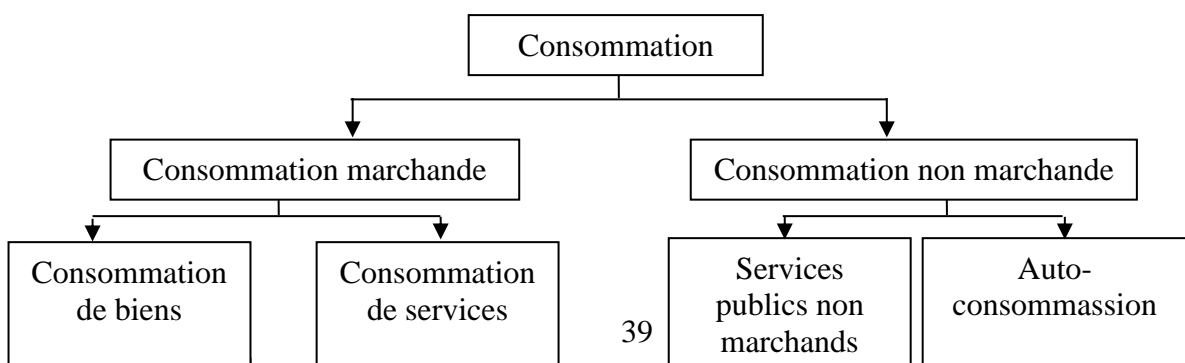
La consommation non marchande correspond à la demande qui ne transite pas par le marché, l'autoconsommation ou production domestique et la consommation des services publics.

#### 1.3.2.3 Consommation durable et immédiate.

La consommation durable c'est la consommation d'un bien dont la durée de vie est longue ; un bien qu'on utilise plusieurs fois comme le bâtiment, les voitures et les vêtements.  
Consommation d'actif fixe (amortissements)

Alors que la consommation immédiate c'est la consommation d'un service ou d'un bien dont la durée de vie est très courte ; un bien qu'on utilise qu'une seul fois comme la nourriture, le papier mouchoir et les carburants.

Figure 3 : différentes formes de consommation



**Source : établie par nos soins.**

#### ***1.3.2.4\_Consommation individuelle et collective.***

Là, nous parlerons des consommations des biens individuels privés comme les vêtements et la voiture ou des biens et services collectifs comme les routes, les écoles et la plage, la consommation des biens et des administrations publiques.

#### ***1.3.3\_Déterminants de niveau de consommation***

##### ***1.3.3.1\_Déterminants économiques.***

Des variables économiques fortement liées à la notion de pouvoir d'achat des ménages et qui agissent sur le niveau de consommation des ménages :

- Le revenu disponible : Le pouvoir d'achat correspond à la quantité de biens et de services qu'un ménage peut demander sur le marché avec le niveau de revenu disponible. Généralement, la grande partie de la consommation est déterminée par le salaire des ménages (Drouin, J.C. 1999. P.98).

- Le niveau général des prix : élément fondamental de la loi de la demande, il est mesuré par le taux d'inflation. Lorsque le taux d'inflation est élevé, cela signifie que le niveau général des prix augmente sensiblement. Cela a pour effet de diminuer le pouvoir d'achat des ménages.

- **La politique de crédit** : (le taux d'intérêt financier) lorsque le taux d'intérêt est faible, les ménages peuvent plus facilement s'endetter et donc consommer au-delà de leur revenu disponible. Inversement, lorsque le taux d'intérêt est élevé, emprunter devient coûteux ; les ménages épargnent ; en effet, si les taux d'intérêt élevés, ils rendent les placements financiers plus avantageux.

##### ***1.3.3.2\_Déterminants culturels et sociaux.***

L'homme est socialement influencé par groupes à qui il appartient et dans lesquels il évolue. Sa consommation est alors déterminée par besoins tels que les besoins d'appartenance à un groupe, les besoins d'estime et d'épanouissement de soi.

- le groupe de référence : Par l'acte d'achat et le comportement snobisme, l'individu cherchera à intégrer ce groupe d'appartenance ou de préférence (exemple : les rappeurs s'identifient par la tenue vestimentaire, la mode, la musique, les accessoires).

- **les classes sociales** : elles décomposent la société en grandes catégories sur les critères suivants : revenu, type d'habitation, niveau d'éducation, profession... Elles déterminent une certaine hiérarchie sociale. En général, nous constatons que plus l'individu appartient à une classe sociale élevée, plus sa consommation de produits culturels (livres, musées, théâtre, concerts...) est importante.

#### ***1.4\_Activité d'épargne***

Si l'activité de production concerne uniquement les sociétés et l'activité de consommation concerne les ménages uniquement, tous les agents économiques sont concernés par l'épargne ; ménages, entreprises et même l'État (les réserves de change).

##### ***1.4.1\_Définition.***

L'épargne constitue l'autre forme d'utilisation de revenu ; elle est la part de revenu qui reste disponible pour accumuler des actifs physiques et financiers.

C'est la partie de revenu non dépensée immédiatement, donc reportée dans le temps (Drouin, J.C. 1999. P.89).

##### ***1.4.2\_Types d'épargne***

###### ***1.4.2.1\_Selon les motifs de l'épargne.***

Plusieurs motifs peuvent expliquer qu'un ménage renonce à consommer immédiatement son revenu.

**Épargne de prévention** : il peut vouloir satisfaire dans le futur une dépense de consommation relativement importante (exemple : le ménage épargne pour pouvoir acquérir une voiture).

**Épargne de précaution** : il peut vouloir faire face à des dépenses non prévues ou se protéger d'événements aléatoires, par exemple la perte d'un emploi ; nous parlerons alors : **épargne patrimoine** ou de projet, il peut vouloir se constituer un patrimoine (exemple : acquisition d'un appartement) ou une source de revenus supplémentaires (exemple : constitution d'une retraite complémentaire).

###### ***1.4.2.2\_Selon la forme de l'épargne :***

Ici, nous ferons la distinction entre l'épargne financière et non-financière :

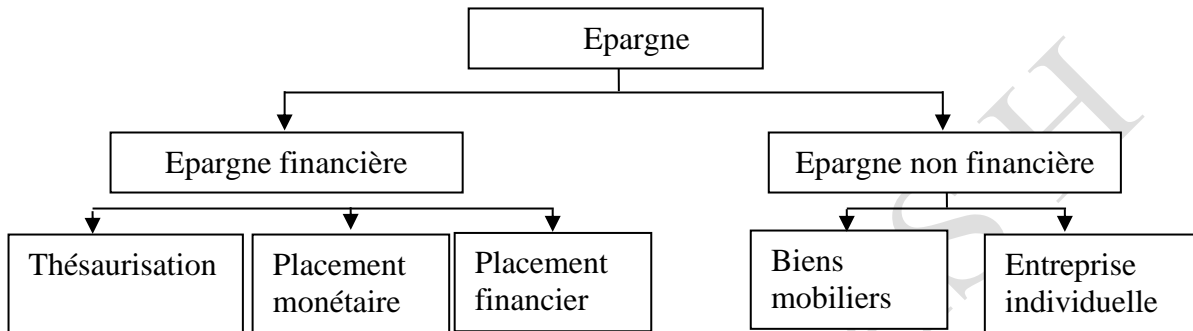
**L'épargne financière** consiste à placer de l'argent dans des titres (actions, obligations, autres titres financiers) ou des comptes rémunérés sur des livrets.



L'épargne financière peut être de la **thésaurisation** (bas de laine, or, cash) placement monétaire à court terme et financier à long terme (Doulon, F. 2011. P.176).

L'**épargne non-financière** consiste à placer son argent dans des actifs non financiers, par exemple des biens immobiliers ou mobiliers, des objets d'art ou de collection, etc.

Figure 4 : Différentes forme d'épargne des ménages.



Source : établie par nos soins.

#### 1.4.2.3\_Selon le choix d'épargner

Ici, nous ferons la distinction entre l'épargne non-volontaire et volontaire :

L'**épargne non-volontaire** est celle qui n'est pas le fait d'un choix délibéré de l'individu. C'est le cas des cotisations, des assurances et autres prélèvements obligatoires.

L'**épargne volontaire** : Par opposition à l'épargne non-volontaire, ce terme désigne toutes les autres formes d'épargne.

#### 1.4.3\_Déterminants de l'épargne

Plusieurs facteurs déterminent le niveau d'épargne des ménages qui peuvent nous rappeler ceux de la consommation :

##### 1.4.3.1\_Revenu disponible

Plus le revenu disponible augmente, plus la part consacrée à l'épargne aura tendance à augmenter ; inversement, plus le revenu aura tendance à stagner ou à baisser, plus le taux d'épargne diminuera.

$$\text{Taux d'épargne des ménages} = \frac{\text{Epargne brute}}{\text{Revenu disponible brute}}$$

### **1.4.3.2\_Prix ou l'inflation**

L'évolution des prix des biens et des services peut exercer différents effets contradictoires. En période d'inflation lors de l'accroissement du niveau général des prix, les ménages ont tendance à augmenter leur épargne afin de préserver leur pouvoir d'achat, cet effet est appelé « effet d'encaisses réels ou effet Pigou ». Toutefois, si le rythme de la hausse des prix est particulièrement important, les ménages peuvent au contraire accélérer leur consommation, et réduire l'épargne, parce qu'ils anticipent une nouvelle hausse des prix dans l'avenir.

### **1.4.3.3\_Taux d'intérêt**

Les taux d'intérêt déterminent, notamment selon l'école classique, l'arbitrage des ménages entre consommation et épargne. Plus le taux d'intérêt est élevé, plus il favorise l'épargne, les placements financiers bénéficiant d'une meilleure rémunération.

### **1.4.3.1\_Fiscalité**

La fiscalité joue un double rôle, puisque non seulement elle peut (ou non) encourager l'épargne par le jeu des exonérations et des crédits d'impôt ; mais de plus elle est utilisée régulièrement pour orienter l'épargne sélective en fonction de la fiscalité propre à chaque type de placement d'épargne.

L'analyse de l'épargne révèle d'autres déterminants de type institutionnel ; choix en matière fiscale, protection sociale, système de retraites, politique du crédit...)

## **1.5\_Activité d'échange**

L'échange est une activité primordiale dans l'économie, sans les échanges, l'activité de production sera limitée aux ménages, autoconsommation et production domestique. Sans l'échange les entreprises n'auront pas raison d'être puisque leur production ne sera pas vendue.

### **1.5.1\_Définition de l'échange**

Pour qu'un échange ait lieu, il faut qu'il y ait au moins deux parties (ou plus) entre lesquelles aura lieu une transaction, des flux, soit des dons soit des ventes.

Un échange est un acte commercial entre deux parties, des échanges désignent des relations deux agents économiques (entre des ménages, des entreprises et les administrations publiques et privées).

### **1.5.2\_ Objectif de l'échange**

Dans nos sociétés modernes, à l'ère de la spécialisation, une personne ne peut pas tout produire pour satisfaire ses besoins. L'échange va alors permettre à chacun de se procurer (grâce à son revenu) les biens et services dont il a besoin. L'échange est alors efficace en permettant de répartir (diviser travail en fonction des spécialités de chacun) dans le but de satisfaire le plus grand nombre.

### **1.5.3\_Types de flux**

#### **1.5.3.1\_Définition de flux**

Un flux est un déplacement ou transfert d'une richesse économique d'un agent économique, appelée l'origine, vers un autre agent, appelée destinataire.

L'échange économique est composé de deux flux (transferts) mutuellement contrepartie l'un de l'autre. C'est ainsi que l'on s'échange des biens sur le marché. Chacun des termes de la transaction constitue un flux qui n'existerait pas sans l'autre flux. Un échange en économie est le transfert commercial d'une marchandise contre paiement en nature ou en monnaie.

Les échanges se traduisent par des transferts de flux :

#### **1.5.3.2\_Flux réel**

il y a un mouvement de biens ou service du vendeur vers l'acheteur ; **de biens** (ex. Une télévision) et de services (ex. une consultation médicale) donnent naissance à une contrepartie, celle des **flux monétaires**.

#### **1.5.3.3\_Flux monétaire :**

Il s'agit de règlement du prix d'achat des biens et services : flux monétaire de l'acheteur vers le vendeur.

La monnaie est, dans nos sociétés, la contrepartie indispensable à l'échange. Elle représente une **unité de compte (étalon de mesure) acceptée de tous et immédiatement utilisable**.

#### **1.5.3.4\_Des cas particuliers d'échanges**

- Dans le cas du troc, échange de bien contre un autre bien avant l'invention de la monnaie, l'échange est composé que de deux flux physiques opposés sans flux monétaire.

- Dans le cas de produit non marchand (service public gratuit), l'échange n'est composé que d'un seul flux physique sans contrepartie, sans le flux monétaire. Dans le cas de don (aumône), l'échange n'est composé que d'un seul flux monétaire sans contrepartie, sans le flux physique.
- Dans le cas d'une transaction financière, tel qu'un crédit, il n'y aura pas de flux physique, les deux flux sans monétaires, crédit et remboursement.
- Dans le cas des prélèvements obligatoires (impôts et taxes) et transferts sociaux (subvention et allocations), l'échange n'est composé que d'un seul flux monétaire sans contrepartie, sans le flux physique.

#### **1.5.4\_Marché,**

Les échanges s'effectuent sur le marché, le lieu de rencontre entre l'offre et la demande qui permet de déterminer un prix satisfaisant les deux parties (acheteur et vendeur) (Drouin, J.C. 1999. P.104).

Le marché peut exister physiquement (le marché hebdomadaire à l'EDIMCO, la Bourse) ou avoir une existence virtuelle sur internet (Ouedkniss).

Le marché joue un rôle très important dans l'économie, notamment dans une économie libérale. C'est sur le marché que se fixent les prix et que l'on visualise directement les volumes de l'offre et de la demande.

##### **1.5.4.1\_Types de marché**

###### **Selon l'objet de l'échange**

Par produits échangés sur le marché, nous sous-entendons ; bien, service, monnaie, devise, travail et titre.

**Marché de biens et de services :** Des biens et services sont offerts en échange de prix monétaire. Les entreprises (commerçants) offrent leurs produits à la vente, les ménages, les autres entreprises et l'État demande ces produits en les achetant.

**Marché des capitaux :** à long terme nous trouvons le marché financier et des capitaux matérialisés sous forme de titres (actions, obligations) sont offerts en échange de monnaie. Ceux qui dégagent à excédent financier offrent leur épargne. Et à court moyen terme, nous trouverons le marché monétaire, des capitaux matérialisés sous forme de titres monétaires (billets de trésorerie, bons du Trésor...) sont offerts en échange de monnaie.

"Marché interbancaire" sur lequel les banques échangent des liquidités et la Banque Centrale exerce sa fonction de régulation monétaire

**Marché du travail :** De la force de travail est offerte contre un salaire monétaire. Ceux qui cherchent un emploi offrent leur force du travail sur le marché et les employeurs (entreprise et État) les recrutent en contrepartie d'un salaire.

**Marché de changes :** de la devise est offerte contre la monnaie nationale selon un taux de change et ceux dont les ressources financières sont insuffisantes pour faire face à leurs dépenses la demande.

**Selon la localisation.**

- Marché local
- Marché national
- Marché international

**Selon la concurrence**

En règle générale, en économie, nous définissons un marché en fonction des acheteurs et des vendeurs qui font vivre le marché dont leur nombre détermine le son fonctionnement.

**Tableau 3 : type de marchés selon la concurrence.**

Vendeurs \ Acheteurs	Grand nombre	Quelques-uns	Un seul
	Grand nombre	Concurrence	Oligopole ( <b>plus courant</b> )
Quelques-uns	Oligopsonie	Oligopole bilatéral	Monopole contrarié
Un seul	Monopsonie	Monopsonie contrarié	Monopole bilatéral

Source : établi par nos soins

Un échange est *positif* si les deux parties y ont un avantage (la concurrence le rend possible puisque la main invisible d'Adam Smith est opérationnelle), il est *neutre* si cela ne change rien pour les deux parties, et il est *néгатif* s'il est désavantageux pour les deux parties. Il est *déséquilibré* si les deux parties n'y ont pas le même avantage (lors de monopole, l'acheteur est perdant et lors monopsonie, le vendeur est perdant).

**1.5.4.2 Lois de l'offre et de la demande**

Le marché est le lieu de confrontation de l'offre et de la demande, l'existence de marché révèle l'existence des prix et de produit. Sans ces deux derniers, le marché n'existera pas.

La confrontation de l'offre et de la demande, dans un marché concurrentiel, permet de prédire à la fois le prix et les quantités de biens échangés. Ce point d'équilibre théorique (équilibre de marché) correspond au prix pour lequel les vendeurs sont disposés à fournir la même quantité de biens que les acheteurs veulent acquérir. Cela suppose que les acteurs aient un comportement rationnel et soient uniquement préoccupés par le prix.

**La demande** désigne la quantité de biens ou de services que les agents économiques souhaitent acheter pour un prix donné.

**La loi de la demande :** le prix est le principal déterminant de la demande. La demande évolue dans le sens contraire du prix. Si le prix est élevé, les quantités demandées vont être faibles, car les demandeurs seront repoussés par les prix prohibitifs. Au contraire, si le prix est bas, les quantités demandées seront importantes.

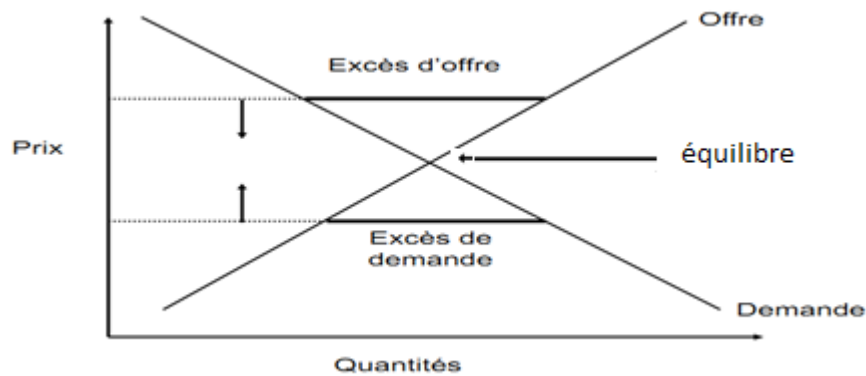
**L'offre** désigne la quantité de biens ou de services que les vendeurs souhaitent vendre pour un prix donné.

**La loi de l'offre :** Comme la demande, que le prix est le principal déterminant de l'offre. L'offre évolue dans le même sens que le prix. Si le prix est élevé, les offreurs vont être nombreux, attirés par la possibilité de réaliser des gains importants. Si le prix est bas, au contraire, les offreurs seront dissuadés par les gains faibles.

Mais tout cela est bien théorique (les lois de l'offre et de la demande **s'expriment « toutes choses étant égales par ailleurs »**).

La loi de l'offre et de la demande consiste à croiser les deux courbes qu'on vient de voir : la courbe de l'offre et celle de la demande. Ces deux courbes vont se croiser en un point, qui représente la **quantité d'équilibre** et le **prix d'équilibre**. Quand le prix d'un bien correspond à l'équilibre, les consommateurs obtiennent la quantité qu'ils souhaitent acheter à ce prix et les producteurs vendent la quantité qu'ils sont disposés à vendre. C'est le **prix d'équilibre du marché** ou **prix de compensation** entre offre et demande sur le marché.

Figure 5 : Equilibre et déséquilibre dans un marché.



Source : établie par nos soins.

### 1.6\_Activité de répartition.

L'activité de répartition est une activité liée à la **circulation de la richesse** à l'intérieur de l'économie. La répartition détermine la **valeur des échanges** entre les différents agents économiques et détermine leur patrimoine.

D'une manière générale, le mot **répartition** désigne l'action de répartir, de distribuer, de partager ou de classer des revenus. La répartition c'est l'opération qui permet de passer de PIB au revenu national (RN). Une fois la production (PIB) est vendue, elle sera distribuée sous forme de revenus (Moutoussé, M. & Chamblay, D. 2011. P.14).

$RN = PIB - \text{amortissements} - \text{impôts liés à la production} + \text{solde des revenus reçus et versés au reste du monde}$

Le Système Élargi de la Comptabilité Nationale définit la répartition comme étant des opérations de distribution et de redistribution du revenu issu de la production ainsi que les flux de revenu avec le reste du monde.

#### 1.6.1\_Type de répartition

La **production** engendre des **revenus** qui sont répartis entre les agents qui y contribuent par leur travail ou leur apport en capital. Nous introduirons la distinction entre cette répartition primaire des revenus et la répartition secondaire qui résulte des effets de la redistribution issue de l'intervention de l'État.

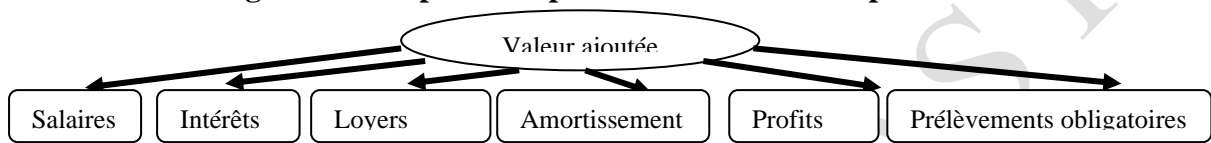
##### 1.6.1.1\_Répartition primaire

Elle est dite primaire puisque c'est le premier partage de richesse créée à l'intérieur de l'entreprise, une répartition à la source de production. Lors de la répartition primaire de

revenus (Drouin, J.C. 1999. P.74), il s'agit de distribuer la richesse créée à l'intérieur de l'entreprise (la valeur ajoutée) entre les moyens de production, c'est pour cette raison que nous parlons, ici, de la rémunération des facteurs.

La répartition primaire décrit la première étape de répartition des revenus créés par la production, répartis entre la main-d'œuvre (revenus du travail, salaire), le capital (revenus du capital, intérêt, et de la propriété, loyer) et l'administration (impôts et cotisations). Le responsable de cette répartition primaire est l'entreprise qui répartit à l'issue de la production.

**Figure 6 : la répartition primaire et les revenus primaires.**



Source : établie par nos soins.

La répartition primaire est le passage du PIB au R.N.B. Le PIB est divisé en rémunération des salariés, excédent brut d'exploitation et impôts liés à la production.

**La rémunération des salariés** rassemble tous les salaires et charges sociales.

Le revenu des apporteurs de capitaux est nommé « excédent brut d'exploitation EBE ».

Les salaires et les charges sociales s'ajoutent par la suite aux **revenus mixtes** (revenus du travail et du capital (revenu d'activité) des entrepreneurs individuels) pour former les revenus d'activité (revenu du salarié et de l'entrepreneur individuel).

**Revenus de la propriété** (revenus des rentiers qui détiennent des actifs immobiliers tels que des terrains, des appartements, des maisons, etc., des propriétaires d'actifs financiers, des propriétaires des actifs réels) pour former les revenus primaires bruts des ménages.

Ceux-ci, une fois ajoutés aux **revenus des sociétés** (résultat auquel nous enlevons les revenus des actionnaires) et des **administrations** (impôts et cotisations, déjà pris en compte dans les salaires et charges sociales) forment le Revenu National Brut RNB.



**Tableau 4 : les rémunérations des facteurs de production.**

La production donne lieu à des revenus primaires (revenu de facteurs) contrepartie de production	
Taux d'intérêt	Rémunération, le prix de l'argent
Taux de change	Prix de la devise dans la monnaie nationale
Cours (action, obligation)	Prix des titres financiers
Salaire	Prix du travail

Source : établie par nos soins.

### **1.6.1.2 Répartition secondaire**

Elle est dite secondaire puisqu'il s'agit de diviser encore pour la deuxième fois les revenus issus de partage de la valeur ajoutée expliqué précédemment. C'est une répartition en dehors de la production, elle s'effectue à l'extérieur de l'entreprise. Lors de la répartition secondaire, il s'agit de redistribuer les revenus issus de la répartition primaire. Cette redistribution est réalisée par l'intervention de l'État (administrations publiques) selon des critères plus sociaux qu'économiques. C'est pour cette raison qu'on parle de transferts sociaux.

La répartition secondaire des revenus fait intervenir les administrations publiques qui prélèvent des impôts et des cotisations sociales pour distribuer des prestations sociales ou de revenus de transfert aux ménages.

#### **Encadré N° 6 :**

#### **Qu'est-ce que la redistribution ?**

Le champ de la redistribution retenu ne concerne que la redistribution des revenus opérée par les **impôts directs et les prestations sociales** (prestations familiales, allocations logement, minima sociaux). Il ne comprend qu'une partie de la redistribution, que l'on pourrait définir comme l'ensemble des flux prélevés sur la richesse produite et redistribués à d'autres agents économiques ou consommés collectivement.

En effet, **les systèmes de retraite, d'assurance santé** (remboursement des soins) et **d'assurance chômage** effectuent aussi une forme de redistribution. Plus largement, si l'on voulait dresser un bilan exhaustif du système de redistribution, les écoles publiques presque gratuites ou privées (subventionnées), les hôpitaux et tous les services publics consommés collectivement devraient être inclus dans l'analyse.

Dans son sens le plus large, la redistribution s'opère à travers l'ensemble des prélèvements étatiques sur les ressources des ménages et des prestations qui leur sont versés, que celles-ci soient octroyées sous forme monétaire ou en nature (services publics, transferts sociaux).

### **1.6.1.3 Raisons et objectifs de redistribution**

La répartition primaire aboutie à des inégalités de revenus donc à des inégalités sociales. Les disparités de revenu viennent essentiellement des disparités de salaire et des disparités de la propriété. Le salaire dépend de la qualification, de sexe, de l'âge, de secteur d'activité (énergie), entreprise (Sonatrach)... Sans l'intervention de l'État, les revenus se répartissent selon la catégorie socioprofessionnelle, le métier exercé ou le sexe. Cette répartition naturelle génère toutefois des inégalités importantes, **riches et des pauvres, des chômeurs...** Le principal **objectif de la redistribution des revenus est de remédier aux inégalités et de prévenir certains risques.** Lorsque ce sont les inégalités qui sont visées, nous parlons de redistribution verticale : allocations familiales... Lorsque c'est la couverture de risques, nous parlons de redistribution horizontale : assurance chômage...

#### **Encadré N° 7 :**

##### **Objectifs de la redistribution :**

C'est une fonction opérée par les pouvoirs publics consistant à répartir plus équitablement les richesses par les prélèvements (impôts et cotisations sociales) et les versements (prestations sociales et consommations collectives). La redistribution des revenus est donc un mécanisme organisé par l'État, consistant à prélever des richesses (impôts, cotisations sociales...) sur certains agents pour les redistribuer, les transférer à d'autres agents sous forme de prestations sociales et de production de biens et de services non marchands, afin de corriger les inégalités de la répartition primaire.

### **1.6.1.4 Modalités de la redistribution**

La redistribution se finance grâce à l'impôt : **impôt sur le revenu, sur le patrimoine, impôts indirects ou encore cotisations sociales.** Elle permet des transferts sociaux : en mettant à disposition des prestations sociales payantes (**retraite, accidents du travail, garde d'enfants, subventions...**) ou des services collectifs gratuits (**hôpitaux, écoles...**). Les pouvoirs publics peuvent agir directement sur la répartition des revenus afin d'assurer une certaine égalité relative entre les individus.

**État-providence** : mis en place après la Seconde Guerre mondiale, notamment dans les pays européens, l'État-providence a pour objectif d'assurer une certaine sécurité économique et sociale aux citoyens en redistribuant les revenus et en fournissant à la population des services et des équipements collectifs à des prix inférieurs à ceux du marché.

La répartition secondaire permet une redistribution des revenus répondant à plusieurs types d'objectifs : la collecte des impôts et le versement de prestations économiques et sociales.

Afin d'assurer une juste répartition des revenus, les pouvoirs publics mettent en place des systèmes de redistribution

Cette répartition secondaire vise à corriger les inégalités constatées dans le cadre de la répartition primaire des revenus. Des écarts de revenu existent par rapport aux différents salariés de l'entreprise.

Pour les corriger, l'État compense en versant des transferts sociaux. Pour ceux qui touchent peu, ils touchent beaucoup, mais pour ceux qui touchent beaucoup, ils ne toucheront que lorsqu'ils soient face à un risque.

Une autre manière de corriger les inégalités est la fiscalité qui est défavorable aux individus qui touchent beaucoup. En somme, la nation produit des biens ou des services, l'État prend ensuite des prélèvements obligatoires (fiscalité ou cotisations) puis il distribue des revenus. Cette distribution permet de rendre compte des écarts, considérés comme injustes.

Revenu disponible = revenu brut – impôts et cotisations + transferts sociaux

En général, le revenu brut est inférieur au revenu net pour des bas salaires et il est supérieur au revenu net pour les hauts salaires.

**Tableau 5 : Comparaison entre répartitions primaire et secondaire**

Répartition primaire	Répartition secondaire
Distribution	Redistribution
À l'intérieur de l'entreprise	Hors de l'entreprise
À l'intérieur du marché	Hors de marché
Suit la logique économique marchande	Suit la logique sociale non marchande
Rémunération des facteurs	Transferts sociaux
Revenu primaire	Revenu secondaire

Source : établie par nos soins.

### **1.6.2\_Types de revenus.**

#### **1.6.2.1\_Revenus issus de la répartition primaire (revenus primaires) :**

Sont des revenus directement issus de la production (valeur ajoutée), ils sont composés des revenus du travail, des revenus du capital et des revenus mixtes (Grandchande, M. 2012. P.76).

**Revenus du travail :** Le salaire est la rémunération versée à une personne physique (le salarié) en échange de la mise à disposition de sa force de travail pour le compte de l'employeur.

**Revenus du capital ou de la propriété :** Revenus de la propriété immobilière sont des revenus immobiliers ou des revenus fonciers (revenus de la terre, loyers d'immeubles ou terrains) ;

**Revenus de placements :**

- Les intérêts perçus en rémunération de l'argent placé sur des comptes épargnes en banque.
- Les dividendes des actions : part du bénéfice réalisé par la société affectée à chaque action. L'action étant une part du capital d'une société (un titre de propriété).
- Les intérêts des obligations : l'obligation étant un titre représentant un emprunt émis aussi bien par des sociétés que l'Etat auprès de particuliers et non de banques.

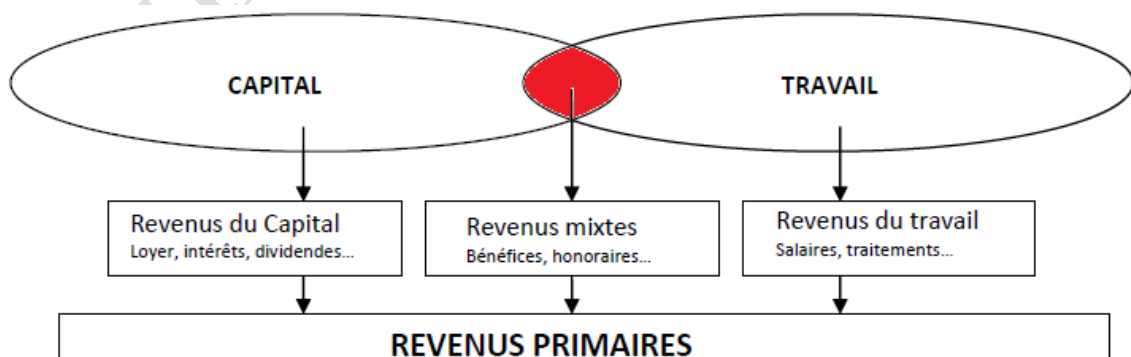
Revenus issus des actifs incorporels : brevets, droits d'auteur...

**Revenus mixtes**

Il s'agit de revenus qui correspondent à la fois à une contrepartie d'un travail et au revenu d'un investissement.

Ce sont les revenus des travailleurs indépendants qui regroupent les artisans, les commerçants, les agriculteurs et les professions libérales (médecin, chirurgien, avocat, notaire, architecte...).

**Figure 7 : Types de revenus primaires.**



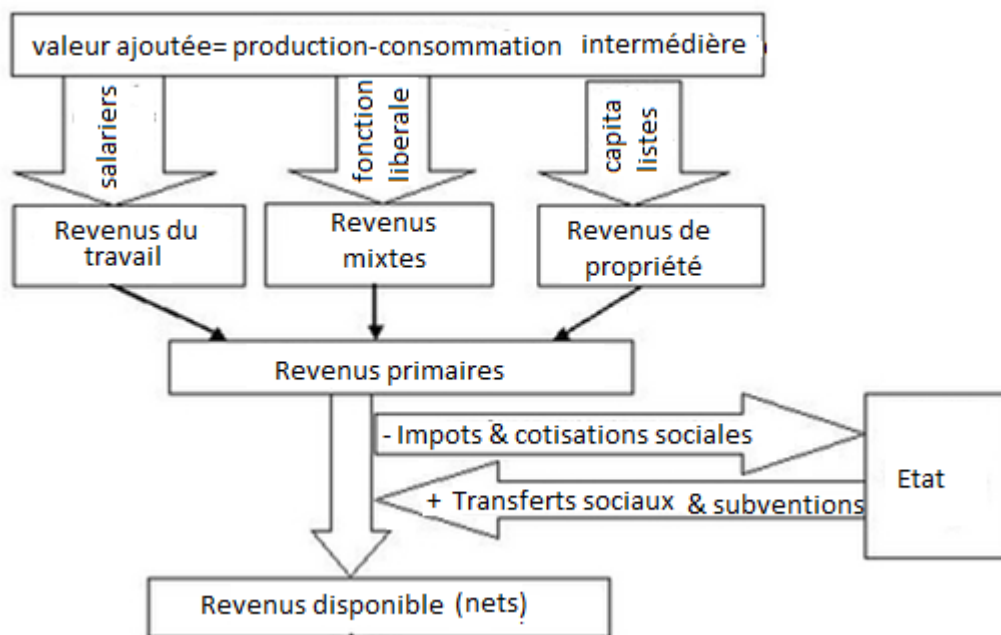
Source : établie par nos soins.

### 1.6.2.2 Revenus issus de la répartition secondaire (revenus de transferts)

**Revenus de transfert** : revenus issus de la redistribution correspondant aux prestations sociales versées par l'État aux ménages (vieillesse, santé, famille, emploi) (indemnités de maladie, de chômage, réemplois, des prestations sociales et des services gratuits que l'État peut fournir). Nous pouvons les classer en cinq catégories :

- Les prestations familiales (les Caisses d'allocations familiales)
- Les pensions de retraite (les Caisses de retraite)
- Les remboursements de médicaments et les indemnités journalières (les Caisses primaires d'assurance maladie)
- Les indemnités chômage.
- Les aides sociales (les collectivités locales et les organismes sociaux).

**Figure 8 : Distribution et redistribution des revenus.**



Source : établie par nos soins

**Prélèvements obligatoires**, il y a :

**Impôts directs**, ils sont directement versés par les contribuables au Trésor public. Les plus connus sont l'IRG **impôt sur le revenu global**, l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) ou encore l'impôt sur les bénéfices des sociétés (IBS), la taxe d'habitation ou encore la taxe foncière.

**Impôts indirects.** Ils sont perçus par des tiers qui se chargeront de les reverser au fisc. La taxe sur la valeur ajoutée (TVA).

### **La notion de revenu disponible**

Le revenu disponible d'un ménage correspond aux revenus tirés du travail et du capital, ainsi que les revenus de transfert. Le ménage peut le consommer ou l'épargner.

### **Section 2 – Agents et circuit économiques**

Afin de bien appréhender la question de circuit économique, il est nécessaire d'étudier les agents économiques et de comprendre les relations qu'ils entretiennent entre eux.

Un secteur institutionnel est un regroupement d'unités institutionnelles ayant un comportement économique homogène. Cette classification peut se faire selon plusieurs critères : forme juridique ... ou celui de la fonction économique principale (Production, Répartition des revenus, Consommation ...).

Le critère le plus important qui a été retenu est celui de la fonction économique principale et de l'origine des ressources (De Crombrughe, A. 2011. P.24). Compte tenu de ces critères, nous pouvons distinguer essentiellement cinq (05) secteurs institutionnels ou agents économiques. La comptabilité nationale tunisienne distingue cinq agents économiques : les sociétés non financières, les sociétés financières, les ménages, les administrations publiques et l'extérieur.

#### **2.1\_Agents économiques.**

Les agents économiques sont regroupés dans un secteur institutionnel selon l'activité principale, ressources principales et les dépenses (emplois) principales. Nous distinguons sept secteurs institutionnels ou agents économiques selon la comptabilité nationale.

##### **2.1.1\_Sociétés et Quasi-Sociétés Non-Financières (SQS).**

Regroupent les agents économiques qui ont pour **fonction principale** la production des biens et services marchands non financiers. Dans le langage courant, nous parlons des entreprises productives non financières.

Elles ont comme ressource principale viennent des résultats de la vente de leur produit.

Elles ont comme Emplois la rémunération des facteurs de production, achat de matière première et des équipements, paiement des salaires et distribution des bénéfices.

### **2.1.1.1\_Classification des entreprises**

#### **Secteur ou branche d'activité**

Le secteur regroupe des entreprises entières ayant la même activité principale.

**Secteur primaire** : regroupe toutes les activités liées extraction et à l'exploitation des ressources naturelles. Toutes les activités productives qui ont un lien direct avec la nature : pêche, agriculteur, mines, hydraulique, élevage...

**Secteur secondaire** : regroupe toutes les activités liées à la transformation des matières premières fournies par le secteur primaire : industrie, construction bâtiment, artisanat...

**Secteur tertiaire** : regroupe toutes les activités qui ne font pas partie du secteur secondaire et primaire, ça concerne les activités de prestation de services : télécommunication, transport, assurance et banque, soins, formation, tourisme...

Par branches d'activité :

Une branche regroupe des unités de production réalisant une famille homogène de produits. Ex. agroalimentaire, bâtiments et travaux publics (BTP), électronique, industrie pharmaceutique, électroménager, énergétique, industrie textile.

Par taille :

Selon le nombre des employés ou de chiffre d'affaires, il y a : très petite entreprise (TPE), petite et moyenne entreprise (PME), Grandes entreprises (GE).

### **2.1.2\_Banques et institutions financières.**

Regroupent les agents économiques qui ont pour fonction principale la collecte et la répartition des disponibilités financières et ceux qui ont pour fonction principale d'assurer les risques, ex. les banques et les assurances.

Ils ont comme ressource principale les dépôts et les intérêts reçus. Ils ont aussi comme ressources principales les primes volontairement consenties par les assurés. SAA, CAAT... Contrairement à la CNAS aux les cotisations sociales où l'adhésion est obligatoire.

Ils sont l'ensemble des intermédiaires financiers, mettent en rapport des agents ayant un besoin de financement (à la recherche des crédits) avec ceux ayant une capacité de financement (épargnants). Banque Centrale, Banques de dépôt, Banques commerciales et Caisses d'épargne).

**Emplois** : le paiement des indemnités en cas de réalisation de risques.

### ***2.1.3 Administrations Publiques.***

Ils disposent d'une double fonction principale : la production des services non marchands pour la collectivité et la redistribution du revenu ou de la richesse.

Ils ont comme ressources principales les prélèvements obligatoires (impôts et cotisations sociales). Ils regroupent les administrations publiques centrales et locales et les Administrations de sécurité sociale (collecte des cotisations et répartition des prestations) la CNAS en Algérie.

Emplois : les transferts sociaux et la production des biens et services non marchands.

### ***2.1.4 Ménages.***

Regroupent les agents économiques qui ont pour fonction principale la consommation et éventuellement pour le cas des entrepreneurs individuels, la production des biens et services marchands.

Ils ont comme ressources principales les rémunérations de facteurs de production (salaires, intérêt, dividendes, loyers, etc.) et des transferts versés par d'autres agents économiques.

### ***2.1.5 Reste du monde (RDM) ou l'extérieur.***

Le reste du monde n'est pas un véritable agent économique. C'est l'ensemble des agents économiques non-résidents. Dans ce secteur seules les opérations entre les résidents et les non-résidents qui seront prises en considération c.-à-d. importation et exportation des biens et des services.

## ***2.2 Opérations économiques.***

### ***2.2.1 Opérations sur biens et services.***

Les opérations sur les biens et les services sont la consommation, l'investissement (formation brute de capital fixe : F.B.C.F pour la fabrication de biens sur le long terme), les consommations intermédiaires (matières premières), la production, les importations, les exportations et la variation des stocks (différence entre la production réalisée et la production vendue).

Ces opérations sont nécessairement liées par un équilibre entre les emplois (utilisation des biens et des services : consommation finale, consommation intermédiaire,



investissements, stocks et exportations) et les ressources (origine des produits présents sur le marché : importation ou production).

Elles décrivent l'origine (ressources) et l'utilisation (emploi) des biens et services pendant une année.

- L'origine ou ressource : Nous retrouverons ici la production et les importations.
- Les utilisations (emplois) : consommations finales et investissements et exportations.

### **2.2.2\_Opérations de répartition (précédemment présentées).**

On distingue sept opérations de répartition

- Rémunération des Salariés (brute)
- Impôts liés à la Production et à l'Importation : Ils frappent la production (TVA, DC, ADT), l'importation (Droits de Douane, TVA, DC, ADT) de biens et services et l'utilisation des facteurs de production (Taxe professionnelle).
- Subventions d'Exploitation sont des transferts versés par les APU aux unités productrices afin de leur permettre de vendre à un prix inférieur aux coûts de production.
- Revenus de la Propriété et de l'Entreprise (intérêts, loyers, revenus des actifs incorporels (droits d'auteur, Licences d'exploitation, brevets), les dividendes et autres revenus distribués par les sociétés.
- Opérations d'Assurance Dommages (primes, indemnités)
- Transferts courants non dénommés ailleurs (IBS, IRG, cotisations sociales, les prestations sociales...
- Transferts en Capital, subventions d'équipement, opérations de dédommagement, toute aide à l'investissement, les impôts sur le capital, etc.

### **2.2.3\_Opérations financières**

Elles recouvrent l'ensemble des opérations entre agents à capacité de financement et agents à besoins de financement. Elles portent sur les créances et les dettes entre agents. Elles sont relatives à la création, la collecte et la mise en œuvre des moyens de financement, la contrepartie de la plupart des opérations sur biens et services et des opérations de répartition.

Quatre rubriques

- Instruments de paiement : acquisition et cession de moyens de paiement directement utilisables, pièces, billets, or, devise et dépôt à vue.
- Instruments de placement : ils sont liés à des créances qui peuvent s'obtenir sans l'accord explicite de débiteur, et qui représentent, pour leurs titulaires, une réserve de moyens de paiement : bons du trésor, action, obligation et dépôts, placement à moyen et à long terme
- Instruments de financement : des opérations qui portent sur des créances et des dettes créés par un contrat spécifique entre le créancier et le débiteur : crédits, court, moyen et long terme.
- Réserves techniques d'assurance (prime et indemnité)

### 2.3\_Circuit économique

Le circuit économique est une représentation schématique des mécanismes fondamentaux du fonctionnement d'une économie. il s'agit d'une économie simplifiée.

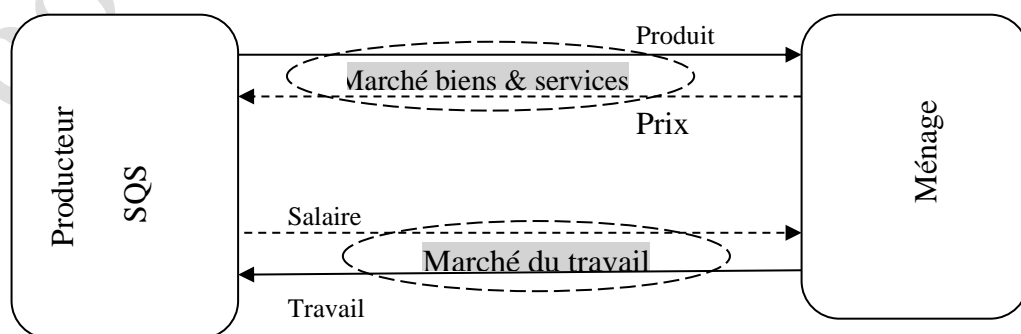
#### 2.3.1\_Types de circuits

Les types de circuits économiques sont liés à la configuration de base de l'économie donc au nombre des agents économiques qui composent l'économie.

##### 2.3.1.1\_Économie simplifiée

C'est une économie composée seulement de deux agents économiques, les ménages et les entreprises non financières. Également composée seulement de deux marchés, le marché des biens et le marché de travail.

Figure 9 : Circuit économique simplifié.



Source : établie par nos soins.

Dans ce schéma, il existe deux échanges différents entre le producteur et le ménage, échange de produits et échange de travail. Chaque échange est composé d'un double flux,

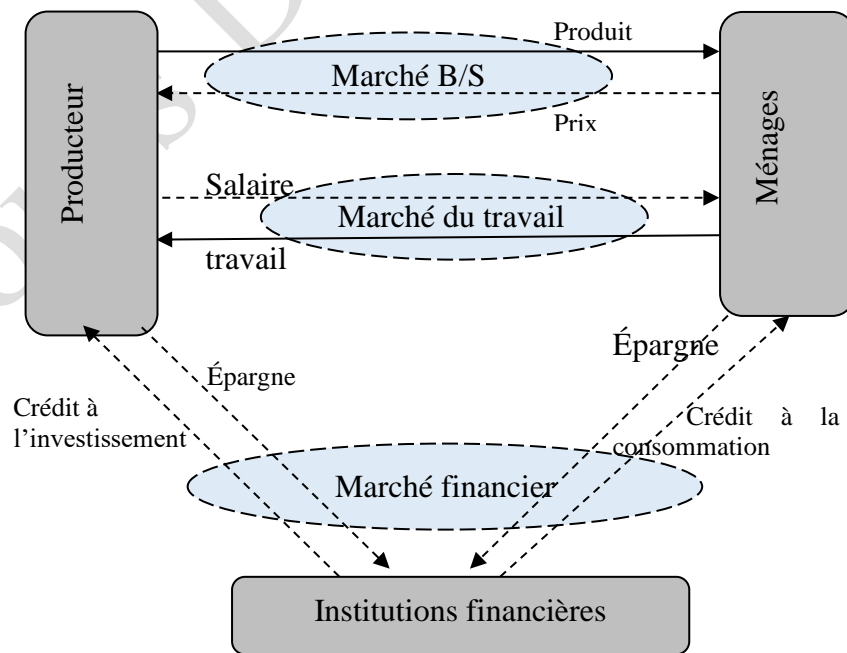
flux réel au sens opposé de flux monétaire. Les deux échanges sont marchands puisque la contrepartie est exigible. Il existe entre le producteur et le ménage une certaine complémentarité, cette complémentarité est le fruit de la spécialisation, le producteur a besoin de ménage pour produire, le ménage peut acheter la production grâce aux revenus reçus des entreprises en contrepartie de son travail. C'est le phénomène de la circularité des flux. Par conséquent, les dépenses d'un agent économique constituent des revenus pour l'autre agent ; ce qu'on appelle le circuit économique. Les sommes que les entreprises dépensent pour produire des biens et services leur reviennent éventuellement sous forme de dépenses des ménages, ce qui confirme, le phénomène macroéconomique, la loi des débouchés de J.B. SAY.

Rappelons que ce schéma suppose qu'il n'existe aucune épargne, ni de la part des ménages qui consomment tous leurs revenus, ni de la part des entreprises qui distribuent la totalité de leurs profits en dividendes.

### 2.3.1.2\_Circuit avec institutions financières

En supposant, maintenant, que les ménages et les SQS font appel aux institutions financières. Les ménages qui épargnent une partie de leurs revenus la placent dans les banques et les SQS se finance par des crédits bancaires, le circuit économique sera représenté comme suit :

Figure 10 : circuit économique d'une économie simplifiée avec financement externe.

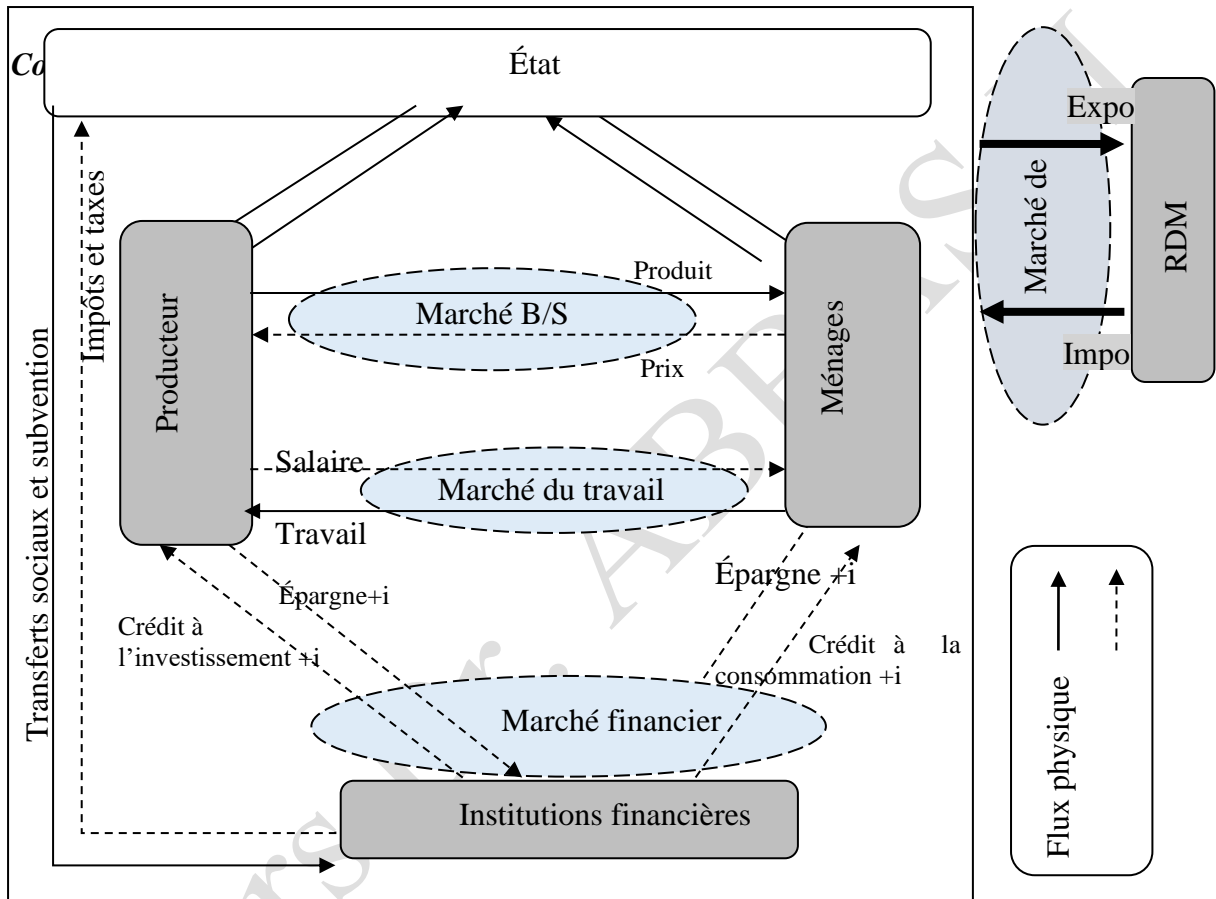


Source : établie par nos soins.

2.3.1.2\_Circuit économique complet

Le circuit économique complet regroupe tous les agents économiques et retrace tous les flux entre ces agents économiques. Le circuit économique complet c'est un circuit simple avec institutions financières avec intervention de l'État ouvert au commerce extérieur.

Figure 11 : Circuit complet, économie ouverte à l'extérieur avec intervention de l'État



Source : établie par nos soins

Dans ce chapitre, nous avons étudié les activités, les objectifs et les comportements des différents agents économiques. Ces nombreux agents économiques entretiennent des relations multiples et interdépendantes que l'on peut repérer par des flux de richesse. Chaque agent complète l'activité de l'autre pour former une économie intégrale. L'activité de chaque agent dépendait des relations et de l'activité de l'autre agent économique. L'exemple le plus explicite, et le plus étudié dans l'histoire de la science économique, de cette complémentarité et d'interdépendance est celui de circuit simplifié à deux agents ; entreprise et ménage. L'entreprise ne peut assurer son activité sans les ménages et les ménages ne peuvent atteindre leur objectif en absence des entreprises. En amont, le travail des ménages constitue un

facteur de production essentiel à l'entreprise, en aval, la vente de la production aux ménages, qui constituent les débouchés de ces entreprises, ne peut être possible que grâce aux salaires versés par ces mêmes entreprises. La complémentarité entre les agents économiques se manifeste au niveau des différents marchés, notion centrale en économie. L'économie est constituée par l'ensemble de ces relations entre les agents économiques qu'on représente habituellement sous forme d'un circuit économique. Cependant, il faut garder à l'esprit que chaque agent agit selon ses propres intérêts, selon la notion d'égoïsme positif.

**Questions de cours :**

**Question 1 :** Quel sont les motifs d'épargne volontaire ? Quel est son rôle économique ?

**Réponse :** Les motifs d'épargne sont :

- Le désir d'économiser en vue d'effectuer des achats très importants dans le futur (équipement, logements, terrain, voiture, etc.)
- La constitution d'une réserve face à l'incertitude dans le futur (chômage, maladie, crises, etc.)
- La constitution ou le développement d'une affaire, (créer une entreprise individuelle).

Le rôle de l'épargne dans l'économie consiste à financer l'investissement des sociétés pour augmenter la production, donc le PIB, d'accroître les richesses nationales et d'une distribution supplémentaire de revenus.

**Question 2 :** Citez les opérations des agents économiques sur les biens et les services ?

**Réponse :** Les opérations sur les biens et les services sont :

- La production : créer des biens et des services, marchands et non marchands.
- Consommation intermédiaire : c'est la valeur de la transformation des matières premières en matière produite ou semi-produite entré dans un processus de production.
- Consommation finale : la valeur finale des biens et des services qui sont utilisés pour satisfaire directement les besoins des consommateurs.
- L'investissement : la valeur des biens durables acquis, elle est destinée à être utilisée pendant une période relativement longue.
- Importations et Exportations : la valeur des biens et services échangés par l'économie nationale avec le reste du monde.

- Valeur-ajoutée : permet de rémunère les salariés, de payer les différents impôts liés à la production, la
- Taxe sur la Valeur Ajoutée (T.V.A.).

**Question 3 :** Quelles sont les opérations de répartition ?

**Réponse :** Les opérations de répartition sont :

- Rémunération du salaire : Salaires bruts et cotisations sociales aux charges des employeurs.
- Les revenus de la propriété et de l'entreprise : sont les loyers, les intérêts, les redevances des brevets
- Les impôts liés à la production et d'importation : Droits de douane, la TVA, la taxe professionnelle, et d'autres impôts indirects.
- Les subventions d'exploitation : ce sont des dons versés par les administrations publiques aux entreprises pour le soutien de l'activité économique.
- Les opérations d'assurance dommages : Concernent le paiement des primes et le versement des indemnités pour le règlement des sinistres (accident, incendie, vol, etc.).
- Les transferts courants sans contrepartie : Impôts sur les bénéfices des entreprises, impôts sur le revenu, les cotisations et prestations sociales, etc.
- Les transferts en capital : Les subventions d'investissement, impôts sur le capital.

Cours Dr. ABBAS